

Unité départementale Le Havre  
48 rue Denfert Rochereau  
BP 59  
76084 Le Havre

Le Havre, le 19/08/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**LH LOGISTICS PROPCO SCI**

78 Avenue Raymond Poincaré  
75116 Paris

Références : 20250722\_suite-incendie  
Code AIOT : 0003901228

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/07/2025 dans l'établissement LH LOGISTICS PROPCO SCI implanté PLPN2 - Oudalle/Sandouville 76430 Sandouville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 8 juillet 2025, vers 16h15, un incendie s'est déclaré au niveau de l'armoire électrique principale de la cellule B3 (louée par la société Siemens) du bâtiment LH Logistics Propco. L'incendie ne s'est pas propagé au-delà de l'armoire électrique.

Le but de la visite était de faire un point sur ce départ de feu et sur la remise en état des installations impactées et d'avoir un premier retour sur les causes éventuelles de cet incendie.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LH LOGISTICS PROPCO SCI
- PLPN2 - Oudalle/Sandouville 76430 Sandouville
- Code AIOT : 0003901228
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

LH LOGISTICS PROPCO est un entrepôt de stockage de matières combustibles de plus 1 340 000 m<sup>3</sup> au total et composé de 12 cellules. Ces dernières sont destinées à être occupées par différents locataires. L'exploitation de l'entrepôt a débuté en juillet 2024 avec l'arrivée du premier locataire.

#### Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Rapport d'incident	Arrêté Préfectoral du 17/06/2019, article 2.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	Extinction automatique incendie	Arrêté Préfectoral du 17/06/2019, article 8.7.3.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	7 jours
3	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 17/06/2019, article 8.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 17/06/2019, article 8.4.4	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
5	Eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 17/06/2019, article 8.5.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Plan de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 17/06/2019, article 8.7.6	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Extincteurs	Arrêté Préfectoral du 17/06/2019, article 8.7.3.4	Demande de justificatif à l'exploitant	7 jours
8	Indisponibilité temporaire du système d'EAI	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Pt 22 l'annexe II	Demande d'action corrective	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite au départ de feu au niveau de l'armoire électrique principale de la cellule B3 du bâtiment LH Logistics Propco, certaines installations liées à la sécurité incendie du site n'étaient pas opérationnelles le jour de la visite d'inspection du 22 juillet 2025 :

- l'extinction automatique incendie ne fonctionne plus dans un quart de la cellule B3 ;
- les installations électriques dans la cellule B3 ne sont plus fonctionnelles ;
- les installations de détection incendie en cellule B3 sont hors service ;
- une pompe de relevage est en défaut et des non-conformités ont été relevées dans le rapport de maintenance des séparateurs d'hydrocarbure et des vannes d'isolement du 08/04/2025.

Face à ces manquements, l'inspection propose de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société LH LOGISTICS PROPCO SCI de respecter les dispositions et prescriptions réglementaires applicables pour son établissement.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rapport d'incident

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/06/2019, article 2.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incidents ou accidents
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.  Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Par mail du 9 juillet 2025, l'exploitant a résumé à l'inspection le déroulé des événements suite à la détection de l'incendie. Des compléments ont été apportés le jour de la visite : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'incendie s'est déclaré vers 16h15 le 08/07/2025 sur l'armoire électrique de l'entrepôt de la cellule B3 occupée par un locataire ;</li><li>- le personnel a utilisé des extincteurs pour attaquer le départ de feu, sans succès. Il a déclenché l'évacuation du bâtiment et appelé les pompiers ;</li><li>- la protection sprinkler dans la zone de l'armoire électrique s'est déclenchée (déclenchement de 5 têtes de sprinklage) ;</li><li>- les pompiers sont intervenus vers 17h. Le feu a été éteint et le désenfumage a été déclenché. Les pompiers sont partis vers 18h, après s'être assurés de l'absence de reprise du feu ;</li><li>- en parallèle, les disjoncteurs du Tableau Général Basse Tension (TGBT) de la cellule B3 et celui de l'alimentation générale se sont déclenchés automatiquement ;</li><li>- la société de maintenance des installations électriques s'est rendue sur place. Avec l'accord des</li></ul>

pompiers, elle a rétabli l'alimentation électrique dans les circuits de l'entrepôt à l'exception de ceux des cellules B3 (occupée) et B4 (vacant) mises en sécurité ;

- la société de maintenance des installations de sprinklage s'est rendue sur place. Le sprinkler est fonctionnel pour l'ensemble des cellules sauf la cellule B3.

Un diagnostic a été réalisé sur les installations électriques après incendie. Pour expliquer l'incendie, la société de contrôle note dans son rapport l'hypothèse suivante :

*« L'ensemble des répartiteurs ont été brûlés. Le départ du feu se trouve au niveau du répartiteur de gauche. Présence d'une rallonge adaptatif de 16A en 32A sur une prise triphasée de 16A.*

*Il n'a pas pu être constaté la coupure du thermique du circuit concerné.*

*Le câble étant dimensionné pour recevoir uniquement du 16A, le câble a pu surchauffer entraînant une surchauffe au niveau du répartiteur.*

*Une mauvaise connexion dans le répartiteur a aussi pu créer un court-circuit entraînant un départ de feu sans pouvoir être arrêté par la coupure du thermique. »*

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande 1 :** l'exploitant transmettra un rapport d'incident concernant l'incendie du 08/07/2025 conformément à l'article 2.4.1 de l'arrêté préfectoral du 17/06/2019.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours

## N° 2 : Extinction automatique incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/06/2019, article 8.7.3.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, dispositifs de prévention des accidents

**Prescription contrôlée :**

Toutes les cellules du bâtiment sont équipées d'un système d'extinction automatique d'incendie conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage. [...]

**Constats :**

Le jour de la visite, le poste n° 11 de l'installation d'extinction automatique incendie (EAI) était mis hors service. Le sprinklage de la cellule B3, lieu du départ de feu, est divisé en 4 zones reliées chacune à un poste d'alimentation en eau (postes n°<sup>os</sup> 11 à 14). Les 5 têtes de sprinklage qui se sont déclenchées lors de l'incendie sont dans la zone reliée au poste n° 11. Cette zone ne peut être remise en fonctionnement tant que les installations d'EAI impactées par l'incendie ne sont pas remplacées. Dans son rapport d'intervention (en date du 08/07/2025), la société de maintenance préconise de remplacer :

- 5 têtes de sprinklage,

- 6 mètres de tuyauterie,
- un manomètre et une vanne.

Le jour de la visite, l'exploitant a justifié avoir commandé les travaux de réparation (transmission d'un devis datant du 17/07/2025) mais il a affirmé être en attente d'un retour de son assurance qui souhaite qu'un expert se rende sur site avant le lancement des travaux. Le 31/07/2025, l'exploitant a indiqué à l'inspection que les travaux étaient prévus le 07/08/2025.

En attendant la mise en conformité de l'EAI dans la cellule B3, la société locataire de la cellule a fait appel à une société de surveillance. Afin de compenser l'indisponibilité partielle de l'EAI, le dispositif suivant a donc été convenu avec la société :

- 1 agent de sécurité en nuit,
- 3 rondes de sécurité par jour par un agent mobile.

Par mail du 28/07/2025, l'exploitant a transmis le dernier rapport de vérification semestrielle de l'installation d'EAI (en date du 20/03/2025). Celui-ci relève plusieurs non-conformités sans risque de mise en échec de l'installation et 3 non-conformités avec risque de mise en échec de l'installation de sprinklage ; toutes concernant la cellule C1 :

- stockage d'huile moteur (environ 30 palettes),
- stockage de pneumatiques (interdit car la hauteur du bâtiment est supérieure à 12,2 m),
- stockage de produits /liquides inflammables (environ 10 palettes).

Le jour de la visite, l'inspection ne s'est pas rendue en cellule C1 et n'a donc pas constaté la présence ou l'absence de ces produits.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande 2 :** dans l'attente de la réparation du système d'extinction automatique incendie dans la cellule B3, l'exploitant déplacera les matières combustibles vers une zone où le sprinklage est opérationnel. Si tout ou partie des produits n'est techniquement pas déplaçable, il transmettra à l'inspection un courrier argumenté ; sous une semaine.

**Demande 3 :** l'exploitant justifiera que l'ensemble des non-conformités (avec et sans risques de mise en échec) relevées dans le rapport de vérification des installations d'extinction automatique incendie du 20/03/2025 sont levées ; sous un mois.

**Demande 4 :** les mesures conservatoires définies par l'exploitant, à savoir la surveillance de nuit et les rondes régulières de jour de la cellule B3 seront maintenues jusqu'à la remise en conformité de l'extinction automatique incendie, de l'installation électrique (voir point de contrôle n° 3) et de la détection incendie (voir point de contrôle n° 4) de la cellule B3.

**Écart réglementaire n° 1 :**

Le système d'extinction automatique incendie n'étant pas totalement opérationnel en cellule B3, l'inspection propose au préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure le site LH Logistics Propco de respecter les dispositions de l'article 8.7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 17/06/2019, à

<p>savoir :</p> <p>- Toutes les cellules du bâtiment sont équipées d'un système d'extinction automatique d'incendie conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage. [...]</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 7 jours</p>

### N° 3 : Installations électriques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/06/2019, article 8.4.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, dispositifs de prévention des accidents</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques et d'éclairage sont conçues, réalisées et entretenues en bon état et vérifiées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, il n'y avait pas d'électricité dans la cellule B3. Tout comme les installations de sprinklage, l'exploitant a indiqué être en attente d'un retour de son assurance pour lancer les travaux de réparation.</p> <p>L'absence d'électricité implique notamment que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les blocs autonomes de secours sont éteints,</li> <li>- la détection incendie est hors service (voir point de contrôle n° 4),</li> <li>- les portes de quai ne peuvent être ouvertes que manuellement par le locataire,</li> <li>- les niveleurs de quai sont inutilisables.</li> </ul> <p>Les portes coupe-feu inter-cellules étaient fermées le jour de la visite, ce qui était leur état attendu dans une telle situation.</p> <p>La dernière vérification des installations électriques a été réalisée en mai 2025. L'exploitant a indiqué lors de la visite ne pas avoir encore reçu le rapport (ni le compte rendu Q18 lié au référentiel d'assurance APSAD) mais avoir reçu seulement le compte rendu Q19 (référentiel APSAD concernant la vérification des installations électriques par thermographie infrarouge). Ce compte rendu (transmis par mail du 28/07/2025) relève une non-conformité au niveau du tableau électrique de la cellule C3 : « <i>Échauffement du conducteur et de la borne de neutre N° 1 éclairage sur bornier XP</i> » et conclut son rapport par « <i>Au vu des éléments contrôlés de l'installation électrique, tels que définis dans la liste des matériels et/ou ensemble d'appareillage, et compte tenu de leurs conditions d'utilisations et de sollicitations au moment du contrôle, le risque d'incendie est présent. La levée des anomalies constatées, dans les délais préconisés, permettrait de limiter ce risque</i> ».</p> <p>L'exploitant a indiqué ne pas avoir encore levé cette non-conformité mais le rapport classe celle-ci en priorité 2 : « <i>action sous 2 mois à compter de la réception du rapport</i> » et l'exploitant a justifié avoir reçu ce compte-rendu le 17/07/2025.</p>

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b><u>Demande 5 :</u></b> L'exploitant transmettra le rapport de la dernière vérification des installations électriques réalisé en mai 2025 ; ainsi que le compte rendu Q18 du référentiel APSAD (<u>sous un mois</u>).</p> <p><b><u>Écart réglementaire n° 2 :</u></b>  Étant donné que l'exploitant n'a pas pu justifier l'absence de non-conformité des installations électriques du site par un rapport de vérification de moins d'un an et que les installations électriques dans la cellule B3 ne sont plus fonctionnelles, l'inspection propose au préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure le site LH Logistics Propco de respecter les dispositions de l'article 8.4.2 de l'arrêté préfectoral du 17/06/2019, à savoir:  - conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques et d'éclairage sont conçues, réalisées et entretenues en bon état et vérifiées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 4 : Détection incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/06/2019, article 8.4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, dispositifs de prévention des accidents
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Comme indiqué au point de contrôle n° 3, en l'absence d'électricité en cellule B3, la détection incendie est hors service.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b><u>Écart réglementaire n° 3 :</u></b>  Les installations de détection incendie en cellule B3 étant hors service le jour de la visite, l'inspection propose au préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure le site LH Logistics Propco de respecter les dispositions de l'article 8.4.4 de l'arrêté préfectoral du 17/06/2019, à savoir:  - la détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites



<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 5 : Eaux d'extinction incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/06/2019, article 8.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions et confinement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>Dans le cas d'un confinement externe, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers une rétention extérieure au bâtiment. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p> <p>En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>[...]</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que les eaux d'extinction avaient été pompées le matin de la visite d'inspection. Par mail du 28/07/2025, il a transmis un bordereau de suivi de déchets dangereux justifiant le traitement de ces eaux par une société de traitement de déchets.</p> <p>La société locataire a indiqué s'être chargée de faire pomper l'eau présente dans le local de charge (justifié par la transmission d'un bon d'intervention de la société de pompage).</p> <p>L'extinction de l'incendie n'a pas nécessité l'utilisation d'émulseur.</p> <p>Les rapports d'intervention sur les vannes et séparateurs hydrocarbures datant du 08/04/2025 font état de plusieurs observations. Ils préconisent notamment le curage des séparateurs d'hydrocarbure (« présence de sable, boue dans le fond du séparateur) et le remplacement de piles au niveau des électrovannes.</p> <p><b><u>Demande 6:</u></b> l'exploitant justifiera que les non-conformités identifiées lors de la vérification des</p>

<p>vannes d'isolement et des séparateurs d'hydrocarbures d'avril 2025 ont bien été levées.</p> <p>Dans son mail du 09/07/2025, l'exploitant a indiqué que la société de maintenance des vannes et séparateurs hydrocarbures devait passer semaine 28 pour vérifier la bonne maîtrise de la rétention des eaux d'extinction.</p> <p><b>Demande 7: l'exploitant transmettra le rapport de maintenance des vannes et séparateurs hydrocarbures réalisé suite à l'incendie.</b></p> <p>Le jour de la visite, l'inspection a constaté un voyant de défaut d'une pompe de relevage.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Demande 6: l'exploitant justifiera que les non-conformités identifiées lors de la vérification des vannes d'isolement et des séparateurs d'hydrocarbures d'avril 2025 ont bien été levées (<u>sous un mois</u>).</b></p> <p><b>Demande 7: l'exploitant transmettra le rapport de maintenance des vannes et séparateurs hydrocarbures à réaliser suite à l'incendie (<u>sous un mois</u>).</b></p> <p><b>Écart réglementaire n° 4:</b>  Étant donné les remarques faites par la société de maintenance des séparateurs d'hydrocarbure et des vannes d'isolement en avril 2025 et le voyant de défaut de la pompe de relevage, l'inspection demande à l'exploitant de justifier le bon fonctionnement de toutes ces installations et propose au préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure le site LH Logistics Propco de respecter les dispositions de l'article 8.5.3 de l'arrêté préfectoral du 17/06/2019, à savoir:  - les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. [...]</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 6 : Plan de défense incendie**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/06/2019, article 8.7.6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un plan de défense incendie en se basant sur les scénarios d'incendie d'une cellule.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Par mail du 28/07/2025, l'exploitant a transmis le plan de défense incendie (PDI) du site. Cette version date d'avril 2025. Néanmoins, cette version est une version projet. Il manque notamment des plans, le mode opératoire des vannes d'isolement, et les coordonnées de l'inspection des installations classées sont erronées...</p> <p>Par ailleurs, le 08/07/2025, c'est un représentant de la société locataire (par ailleurs exploitant d'une installation classée voisine) qui a informé la DREAL de l'événement. Or, cette démarche est une obligation légale de l'exploitant de l'entrepôt (soit LH Logistics Propco).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b><u>Demande 8:</u></b> l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de veiller au strict respect de l'article R. 512-69 du code de l'environnement en déclarant, dans les meilleurs délais, tout événement susceptible de porter atteinte aux intérêts protégés par le code de l'environnement.</p> <p><b><u>Demande 9:</u></b> l'exploitant transmettra à l'inspection et au service départemental d'incendie et de secours (SDIS 76) le plan de défense incendie finalisé et à jour (<u>sous deux mois</u>).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 7 : Extincteurs

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/06/2019, article 8.7.3.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le bâtiment est doté :</p> <p>[...]</p> <p>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'incendie, trois extincteurs ont été utilisés. Par mail du 28/07/2025, l'exploitant a justifié leur remplacement par le locataire le 10/07/2025.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b><u>Demande 10:</u></b> L'exploitant justifiera à l'inspection des installations classées que les robinets d'incendie armés et les extincteurs de la cellule B3 ne présentent aucune non-conformité (<u>sous 7 jours</u>).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 7 jours

**N° 8 : Indisponibilité temporaire du système d'EAI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Pt 22 l'annexe II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de la visite, l'inspection n'a pas constaté sur site le renforcement des autres moyens d'extinction pour compenser le défaut de sprinklage d'une partie de la cellule B3. Néanmoins, la société locataire de la cellule a mis en place une surveillance de nuit de la cellule B3 (voir point de contrôle n°2) de manière à avoir une présence permanente du site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><u><b>Demande 11 :</b></u> conformément au point 22 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 et jusqu'à la remise en conformité de l'extinction automatique incendie, l'exploitant renforcera les autres moyens d'extinction de la cellule B3 et les tiendra prêts à l'emploi. L'exploitant définira les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 7 jours